



Déclarations et Discours

N° 84/1

LA RHÉTORIQUE N'A PAS DE PLACE DANS LES EFFORTS DÉPLOYÉS POUR INSTAURER UN CLIMAT DE PAIX.

Déclaration de l'honorable Allan J. MacEachen, vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, devant la Conférence sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe, à Stockholm, le 18 janvier 1984.

Nous nous réunissons ici, à Stockholm, à un moment où le dialogue sur la sécurité dans les relations Est-Ouest n'est que trop souvent réduit à un ensemble de déclarations discordantes. Les négociations essentielles en lesquelles on avait mis de grands espoirs ont été rompues, suspendues ou interrompues.

On semble aussi loin que jamais des résultats concrets auxquels on voudrait aboutir.

Reconnaissons tous la futilité des discours acrimonieux. Et reconnaissons la nécessité de rétablir le dialogue — et non seulement de le rétablir, mais aussi de l'intensifier.

Jamais une conférence n'aura été si indispensable. Jamais on aura tant aspiré à progresser.

Passer en revue la situation dans le monde n'est pas une tâche facile.

De quelque côté que nous nous tournions, la suspicion, la méfiance et les tensions font sentir leur présence menaçante.

Et l'intensification des tensions a accentué l'aigreur des propos qui nous semble, malheureusement, avoir parfois remplacé le franc dialogue par lequel les nations se communiquent habituellement leurs espoirs et leurs craintes.

Avant le début de cette conférence, nous avons pour ainsi dire renoncé à trouver des façons plus civilisées de vivre les uns avec les autres et de nous adresser les uns aux autres.

Depuis notre rencontre de Madrid, il s'est produit un certain nombre d'événements qui ont rendu plus difficiles la compréhension et les accommodements entre l'Est et l'Ouest. C'est ainsi qu'il est tout particulièrement regrettable que l'Union soviétique et ses alliés aient décidé de suspendre leurs participation aux importantes négociations Est-Ouest sur le contrôle des armements. Nous exprimons notre regret, non dans un esprit de récrimination, mais parce que nous sommes convaincus que le dialogue permanent et la recherche constructive d'accords équitables et vérifiables de contrôle des armements sont les meilleures garanties contre les risques de conflit armé.

Nous, Occidentaux, exigeons le respect de nos intérêts légitimes en matière de sécurité et sommes fermement décidés à asseoir notre sécurité sur un équilibre des forces établi au niveau d'armement le

plus bas possible. Mais nous réaffirmons du même coup notre respect pour les intérêts légitimes de sécurité de tous les autres pays.

C'est dans cet esprit d'intérêt réciproque et de respect mutuel que nous demandons la reprise de négociations Est-Ouest sur le contrôle des armements et ce, dans les meilleurs délais. Pour notre part, nous sommes disposés à reprendre dès maintenant ces négociations.

Comme le mentionnait la déclaration émise à Bruxelles le mois dernier par les membres de l'Alliance atlantique : « Nous invitons instamment les pays du Pacte de Varsovie à saisir les occasions que nous leur offrons d'établir des relations équilibrées et constructives et une détente véritable. »

C'est à la crainte, à la méfiance et à l'insécurité qui, depuis quelques années, n'ont cessé de grandir que l'on doit la tenue de cette conférence.

On éprouve des doutes persistants et de plus en plus justifiés quant aux intentions de l'une ou l'autre partie au sujet des armes dont elle dispose. Cette question, essentiellement politique, constitue le motif le plus probable du déclenchement d'une guerre classique qui pourrait, à son tour, mener à la guerre nucléaire.

Le Canada aborde la question des armes classiques en Europe en partant du point de vue qu'il faut mieux stabiliser l'équilibre des forces des deux alliances au niveau d'armement le plus bas possible si on veut atténuer le danger d'un conflit. Mais comment pouvons-nous garantir aux États que leur sécurité pourra être maintenue sans porter les potentiels militaires aux niveaux dangereux qu'ils atteignent aujourd'hui, en Europe centrale en particulier? Il nous faudra recourir à des façons de procéder qui permettent une plus grande ouverture des États participants sur le plan militaire.

Au contraire de ce qui s'est passé lors de négociations précédentes sur les armements où l'on a tenté, avec difficulté, d'établir une parité numérique à partir des possibilités de chaque partie, notre travail ici est de trouver des moyens de nous rassurer l'un et l'autre sur ce que nous entendons faire et, facteur encore plus important, sur ce que nous entendons ne pas faire.

C'est là la seule façon de mettre fin à l'escalade qui incite les États à redresser les déséquilibres qu'ils perçoivent dans les capacités militaires et invite, du même coup, leurs adversaires à prendre des contre-mesures menant à des niveaux d'armements de plus en plus élevés et de plus en plus instables.

Le premier ministre du Canada, préoccupé par l'écart de plus en plus grand qui existe entre la stratégie militaire et la détermination politique, s'est engagé dans une initiative personnelle visant à encourager le rétablissement du dialogue et de la confiance politiques Est-Ouest et ce, au plus haut niveau. Les dirigeants qu'il a rencontrés à ce jour ont convenu de la nécessité urgente de donner l'impulsion politique requise pour améliorer le climat nécessaire à la conclusion d'accords sur la maîtrise des armements et donner à celle-ci une base plus solide.

Cette conférence nous donne la possibilité de redonner un élan politique au contrôle des armements en Europe parce qu'elle établit un lien entre les aspects militaire et politique du processus d'établissement

de la confiance. C'est pourquoi nos travaux doivent être ambitieux et prendre en compte tous les facteurs du déséquilibre actuel des armes classiques qui pourraient déclencher une attaque surprise ou permettre une intimidation politique par le recours à la force.

Cette conférence offre une possibilité de contribuer de façon unique et innovatrice à la recherche de mesures et de moyens efficaces propres à réduire effectivement les niveaux d'armements actuels sans diminuer le sentiment de sécurité sur lequel doit reposer cette réduction.

La naissance d'un climat de confiance ne sera pas l'effet d'un hasard heureux. Nous devons favoriser un tel climat. Nous devons le créer. Et le processus sera probablement lent et laborieux.

C'est pourquoi cette conférence est si capitale. Et c'est pourquoi elle devrait commencer de façon constructive. Il faut engager dès maintenant les efforts afin de mettre en pratique cette notion d'un climat à créer en adoptant des mesures et des politiques viables.

Il serait facile pour nous de saisir cette occasion pour faire de merveilleux discours dans les semaines à venir mais nous n'en avons pas le temps : nos tâches spécifiques sont trop impérieuses que nous nous offrions ce luxe.

Il serait facile de présenter une série d'analyses soignées et détaillées de l'équilibre ou du déséquilibre des armes, classiques ou autres. Mais est-ce vraiment nécessaire ? La présentation de données contradictoires et d'interprétations divergentes de ce que signifie ce déséquilibre est-elle vraiment le but de notre réunion ?

Il nous serait, plus que tout, facile de nous engager dans les débats, dans les grandes déclarations, dans la dénonciation et dans la récrimination.

Il est facile de prononcer des accusations — surtout en périodes de tensions et de dangers. Il est beaucoup moins facile de décider de rejeter toutes ces possibilités pour nous attacher rationnellement et sérieusement à la tâche lente et difficile de la recherche de moyens de renverser cette tendance à l'étouffement du dialogue international.

Nous en avons sûrement tous assez de ces discours enflammés et de ces récriminations.

Dès le début de cette conférence, je vous invite à adopter une nouvelle façon d'aborder ce qui nous préoccupe, à faire preuve d'un souci du détail, de la conscience de la particularité des problèmes, de leur gravité, de leur urgence.

Ne perdons pas de temps à nous rappeler nos nombreux griefs : nous pouvons tous les énumérer et les réciter sans trop de difficultés.

S'il va de soi que des questions en suspens doivent être reconnues et réglées, doit-on accepter qu'elles viennent obscurcir les perspectives de progrès découlant du mandat que nous nous sommes nous-mêmes donné pour cette conférence ?

J'espère que non, et je sais que mon espoir est partagé par des millions de personnes de par le monde.

Nous sommes venus ici pour négocier, pour présenter des propositions et pour en discuter. Et pour nous entendre sur des mesures précises qui contribueront à établir la confiance, la stabilité et la sécurité.

Nous, du groupe des nations dites occidentales, avons notre propre conception du type de mesures qui nous permettront de progresser. Nous présenterons un ensemble d'idées qui, si elles sont acceptées, contribueront grandement à établir une nouvelle approche de la réduction des armements.

Nous proposerons des mesures qui prévoient plus d'ouverture en ce qui concerne les renseignements militaires essentiels, un délai plus court pour la notification d'un plus grand nombre d'activités militaires, des échanges obligatoires d'observateurs lors d'importantes activités militaires, ainsi que des moyens de vérifier tout accord conclu. Ces mesures nous aideront à établir que les activités militaires courantes des autres participants européens ne constituent pas une menace, et rendront plus difficile la dissimulation de toute préparation inhabituelle au déclenchement d'hostilités. Elles permettront également de considérer un problème pratique qui découle du peu de confiance mutuelle qui prévaut actuellement, à savoir celui que pose la façon de traiter des cas d'urgence ou des accidents qui pourraient déclencher des crises en Europe.

Nous nous attendons certainement à ce que les autres participants à cette conférence, à titre individuel et collectif, nous soumettent leurs propres idées.

Je suis sûr que certaines seront plus intéressantes que d'autres.

Je suis sûr que nous serons invités à envisager des mesures qui seraient d'un caractère plus déclaratoire que concret — et je suis tout aussi sûr que nous saurons tous nous méfier d'idées qui, en suggérant des solutions apparemment élégantes et faciles à des problèmes désespérément difficiles, pourraient nous donner un faux et dangereux sentiment de sécurité.

Mais nous n'en sommes pas encore là.

Pour le moment, permettez-moi d'insister sur le sentiment d'urgence qui doit marquer nos travaux.

La présence ici, cette semaine, d'un aussi grand nombre de ministres des Affaires étrangères souligne l'importance que les États participants attachent à cette conférence, ainsi qu'à la possibilité qu'elle offre de donner un nouveau départ aux relations Est-Ouest. Mais, si nous voulons que cette conférence réponde à nos attentes, nous, en tant que ministres des Affaires étrangères, ne pouvons limiter notre participation à notre présence à sa séance d'ouverture. Nous devons nous engager à en suivre de près les progrès, afin d'être prêts à intervenir au niveau politique, chaque fois que cela nous semblera nécessaire pour progresser. L'édification d'un ensemble de mesures de confiance militaire et politique complémentaires est une tâche urgente à laquelle nous nous devons d'appliquer une volonté politique constante.

À titre de ministres, engageons-nous ici-même à donner à cette entreprise un caractère d'urgence politique et, si cela s'avère souhaitable, soyons prêts à revenir ici pour maintenir et relancer cet élan. Y en a-t-il un parmi nous qui ne soit pas prêt à revenir, et qui donnerait une plus grande priorité à d'autres engagements?

Commençons dès maintenant la négociation.

Concentrons-nous sur les objectifs réalistes définis dans le mandat de cette conférence sur l'instauration de la confiance — et non sur les divergences énormes qui nous opposent parfois et que nous devons considérer finalement dans notre recherche d'un monde moins dangereux.

Un monde moins dangereux : je suis convaincu que c'est ce que nous voulons tous — peu importe notre régime politique, la taille de notre pays, ou notre puissance militaire.

Nous sommes tous attelés à la même tâche, que nous soyons une superpuissance ou un État de moindre importance. Nous cheminons ensemble, ou nous retombons tous dans un danger de plus en plus grand.

Je n'insisterai jamais trop sur l'urgence de cette tâche qui est la nôtre et qui consiste à instaurer la confiance.

Jamais nous n'aurons eu autant besoin d'imagination et de détermination.

Le gouvernement du Canada s'engage maintenant, comme il l'a fait dans le passé, à ne ménager aucun effort pour relever ce défi.

Au moment où nous nous engageons sur cette nouvelle voie, sur cette route qui part de Stockholm, nous déclarons solennellement que nous ne ménagerons aucun effort dans notre recherche commune de la paix et du sentiment de confiance qu'implique la sécurité.

À nous de voir si nous pourrons, ensemble, instaurer la confiance et rétablir entre nous un dialogue politique empreint d'une certaine dignité.